

Novembre 2002

Proposition pour la nationalisation de Vidéotron et de TVA



Note : cette proposition a été acceptée par le Conseil de l'Union de l'UFP comme un document de discussion au sein de ses membres et avec les syndiquéEs concernéEs.

- a. Attendu que la grève/lock-out de Vidéotron est le plus important conflit syndical du moment au Québec ;
- b. Attendu que la transnationale Québecor, après 4 mois de conflit, maintient son attitude intransigeante ;
- c. Attendu que Québecor demande une baisse du salaire horaire, un recul important des conditions de travail, dont une augmentation des heures de travail, et impose la sous-traitance à au moins 30% de ses employéEs syndiquéEs ;
- d. Attendu que Québecor a dû dévaluer de près de 2 milliards la valeur de Vidéotron /TVA achetée en 2000 au sommet de sa valeur spéculative.
- e. Attendu que Québecor s'est associé à la Caisse de dépôt de placement du Québec, qui détient 45% du capital de Québecor Média, propriétaire de Vidéotron/TVA, de la chaîne de journaux Sun, de Superclub Vidéotron, des magasins Archambault, d'une dizaine de maison d'éditions, de Nethgraphe, etc. ;
- f. Attendu que Québecor, malgré l'importance très visible de Québecor Média comptant 15 000 employéEs dont environ 3 000 pour Vidéotron, s'est plutôt positionné dans le secteur de l'imprimerie commerciale où elle est, selon ses dires, la plus importante transnationale mondiale de ce secteur avec environ 45 000 employéEs dans 16 pays ;
- g. Attendu que pour les six premiers mois de 2002, les revenus de l'imprimerie comptent pour 81% des revenus totaux de Québecor et pour 68% de ses bénéfices d'exploitation ;
- h. Attendu que Québecor veut maintenant étendre son emprise multi-médiatique à la radio, le seul domaine qui lui manquait ;
- i. Attendu que Québecor essaie de faire porter sur le dos de ses employéEs et de tous les pensionnéEs du Québec, donc du prolétariat québécois, la crise néolibérale de la télé-informatique qu'il n'a pas vu venir ;
- j. Attendu qu'étant donné la force financière de Québecor, indépendamment de Vidéotron ; l'appui du gouvernement du Québec ; et le caractère quasi irréversible du transfert de clientèle, le boycott de Vidéotron, et encore moins la tactique désespérée des ruptures de câbles, ne saurait dans la conjoncture actuelle améliorer le rapport de forces syndical ;
- k. Attendu que Québecor, avec la complicité si ce n'est l'encouragement du gouvernement québécois, s'est constitué surtout au Québec un monopole multi-médiatique qui aggrave le contrôle de l'information et de la diffusion de la culture ;

- l. Attendu que l'UFP est pour l'indexation des salaires, contre la sous-traitance à rabais et les lock-out, pour la diminution du temps de travail, pour un réinvestissement massif et immédiat dans les services publics, et pour l'accès égal aux médias par tous les partis politiques reconnus ;
- m. Attendu que l'UFP est pour l'indépendance du Québec, ce que faciliterait un média de masse public proprement québécois et populaire tout comme le contrôle public de la diffusion des nouveaux médias ;

Il est proposé :

- 1. La nationalisation de Vidéotron et de TVA pour la valeur des placements de la Caisse ;**
- 2. La transformation de TVA qui deviendrait un réseau national grand public contrôlé par l'État, ses employéEs et l'ensemble des organisations sociales représentatives de ses téléspectateurs et téléspectatrices ;**
- 3. La transformation de Vidéotron en un service public national d'accès à la télévision et à Internet.**
- 4. La proposition par l'UFP aux organisations syndicales et populaires d'une campagne pour cette nationalisation.**
- 5. L'application des dispositions du Code du travail du Québec aux secteurs relevant du Code du travail canadien**